

Mise à jour budgétaire du Gouvernement du Québec

## **Un pas dans la bonne direction pour les haltes-garderies communautaires**

**Montréal, le 25 novembre 2021** – L'Association des haltes-garderies communautaires du Québec (AHGCQ) salue la décision du Gouvernement du Québec de rehausser le financement accordé aux haltes-garderies communautaires qui offrent des services répondant aux besoins de garde temporaires ou occasionnels des familles, en augmentation depuis la pandémie notamment avec l'essor du télétravail.

Bien qu'elle estime les besoins réels beaucoup plus grands, l'AHGCQ considère que le rehaussement de 6 millions \$ annoncé dans la mise à jour budgétaire constitue un pas dans la bonne direction et, l'espère-t-elle, un geste révélateur de l'intention du gouvernement de mieux soutenir les familles ayant ce type de besoin. Il faudra toutefois attendre la révision du programme avant de mesurer toute la portée de cet investissement supplémentaire, notamment quant à l'élargissement des critères d'accès qui permettra d'offrir le service à un plus grand nombre de familles.

« Dans le contexte du Grand chantier pour les familles, ce rehaussement représente un témoignage d'appui très clair à l'importance de notre réseau et au caractère complémentaire et indispensable des services offerts en halte-garderie communautaire, qui profitent à environ 25 000 enfants par année actuellement. Nous attendons maintenant le nouveau programme avec impatience ! », indique Anick Campeau, présidente de l'AHGCQ.

Rappelons que les organismes membres de l'AHGCQ ne sont pas des services de garde au sens de la loi. Ils offrent leurs services en vertu d'une exception à la loi sur les services de garde qui les autorise à le faire selon certaines conditions. L'AHGCQ réclamait un assouplissement de ces conditions, notamment dans le but de pouvoir offrir le service également aux parents qui occupent un emploi, ce qui leur était jusqu'ici interdit. Le projet de loi no 1, s'il est adopté dans sa forme actuelle, permettra d'éliminer ces restrictions, ouvrant ainsi la porte à un élargissement de l'offre de services.

« Notre réseau souffre d'un sous-financement important, et ce, depuis sa création. Nous sommes conscients qu'il y a un rattrapage énorme à faire, mais pour une fois, le gouvernement semble dire qu'il reconnaît le besoin et démontre qu'il entend y mettre des moyens. Cela nous permet d'envisager la révision du programme avec enthousiasme », affirme Mme Campeau.

- 30 -

Pour information ou demande d'entrevue :

Mathieu Gagné

514 216-9571

[mgagne@boitedecomm.com](mailto:mgagne@boitedecomm.com)